

Le conflit oublié des Papous d'Indonésie

Claude Lévesque

Édition du lundi 5 décembre 2005

Mots clés : Australie (Pays), nouvelle-guinée, papou

Pour les Papous vivant dans la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée, la chute du dictateur Suharto en 1998 et l'avènement de gouvernements plus démocratiques n'ont pas encore apporté la justice et la liberté, déplore Yan Christian Warinussy, lauréat 2005 du prix John-Humphrey.

En plus de reconnaître le travail d'un avocat et militant des droits de l'homme, le centre Droit et Démocratie de Montréal a voulu, cette année, rappeler l'existence d'un «conflit oublié» qui a fait environ 100 000 victimes depuis le milieu des années soixante.

M. Warinussy est un des rares avocats d'origine papoue dans son pays. Il n'y en aurait, selon lui, que «sept ou huit». Il dirige l'Institut pour la recherche, l'analyse et le développement de l'aide juridique (LP3BH), un organisme créé en 1996 pour faire la promotion des droits fondamentaux et fournir des services juridiques aux populations défavorisées.

Ses clients sont pour la plupart des indigènes qui ont été dépossédés de leurs terres soit par des colons indonésiens (venus par centaines de milliers au cours des trois dernières décennies), soit par des multinationales comme l'américaine Freeport (qui exploite une des plus grandes mines d'or et de cuivre du monde) et la Britannique BP (qui exploite des champs de gaz naturel), soit encore par des exploitants forestiers.

«L'Indonésie a beau avoir adopté en 2001 une "loi sur l'autonomie spéciale" de la Papouasie occidentale, celle-ci n'est toujours pas appliquée, a affirmé l'avocat hier, en entrevue au Devoir. Cette loi affirme en théorie l'identité papoue du territoire, elle accorde à sa population le contrôle de ses richesses naturelles et lui garantit un accès égal à la santé et à l'éducation. Mais, dans les faits, on a continué à reculer.»

M. Warinussy signale que l'actuel président indonésien, Susilo Bambang Yudhoyono, est lui-même un ancien militaire et, à ce titre, peu enclin à laisser les Papous exercer le pouvoir dans cette province. L'armée indonésienne a été accusée par des organisations de défense des droits d'avoir tué en toute impunité de nombreux militants autochtones en Papouasie occidentale, le plus connu étant Theys Eluay, le chef d'un parti indépendantiste, assassiné en novembre 2001.

Yan Christian Warinussy a personnellement reçu des menaces de mort de la part d'officiers de police lorsqu'il a pris la défense d'un groupe de concitoyens accusés d'avoir hissé le drapeau national papou, un geste interdit par le gouvernement indonésien.

La Papouasie occidentale a longtemps été une colonie néerlandaise, comme la majeure partie de l'actuelle Indonésie. Mais son rattachement à cette dernière ne date que de 1969, soit vingt ans après l'indépendance indonésienne. À coup de menaces d'invasion accompagnées d'incursions ponctuelles, Jakarta a obtenu des Nations unies, en 1963, le droit de contrôler le territoire contre la promesse de tenir un référendum en 1969. Celui-ci a pris le forme d'une consultation auprès de 1025 chefs de tribus triés sur le volet.



Yan Christian Warinussy, avocat papou.

[Annik MH De Carufel](#)

L'idée d'indépendance est toujours restée forte chez les Papous, qui sont culturellement très différents des autres Indonésiens. Le sentiment indépendantiste a été exacerbé par la politique officielle de transmigration de populations de l'île surpeuplée de Java vers ces territoires moins peuplés que sont la Papouasie occidentale et l'île de Bornéo.

«Comme Papou, je souhaite l'indépendance, dit M. Warinussy. Mais, comme avocat, je souhaite surtout le dialogue avec le gouvernement indonésien pour qu'on en arrive à un règlement pacifique du conflit. Pour moi, le processus est encore plus important que le résultat.»

M. Warinussy, qui souhaite que les Nations unies se saisissent de la question des droits des Papous en Indonésie, se dit surpris d'avoir été choisi par le jury du prix John-Humphrey. «J'y vois une reconnaissance de la lutte du peuple papou», dit-il. L'avocat effectue depuis le 28 novembre une tournée de conférences au Canada, à l'invitation de Droits et Démocratie et de l'Assemblée des premières nations, notamment. Il prendra la parole ce soir au Monument-National, après avoir participé à l'inauguration d'une exposition de photos.